

Allocution du Commissaire Andris Piebalgs

Monsieur le Ministre,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par remercier chaleureusement Pascal Canfin d'avoir pris l'initiative d'organiser ce séminaire important. En effet, nous sommes au milieu du gué pour la mise en œuvre de la programmation conjointe. C'est une des initiatives majeures de l'Union européenne et de ses Etats membres que nous avons relancée en vue du Forum de Busan sur l'efficacité de l'aide et agréée dans le cadre du Programme pour le Changement.

L'idée d'une meilleure coordination entre bailleurs est ancienne. On en trouve la trace dans des Résolutions du Conseil datant des années 1970 ! Mais elle répond à des défis actuels. Hormis quelques initiatives isolées, comme récemment au Soudan du Sud, beaucoup reste à faire.

Quels sont ces défis ?

- Réduire la fragmentation de l'aide extérieure et les coûts de transaction,
- Accroître la transparence et la prévisibilité de l'aide, en vue d'améliorer les résultats,
- Renforcer l'impact de l'action extérieure de l'Union européenne dans le cadre du traité de Lisbonne.

Les discussions intensives que nous avons eues ces deux dernières années ont permis de préciser l'approche et de bâtir un consensus fort avec les Etats membres.

Quels sont ces changements ?

Tout d'abord, la programmation conjointe doit se mener essentiellement au niveau local, dans les pays partenaires, et non à Bruxelles. C'est une condition clé d'efficacité et de réactivité.

Ensuite, la synchronisation de la programmation avec le cycle des pays partenaires est essentielle pour l'appropriation et l'alignement. C'est ce que va

faire l'Union dorénavant, et j'espère que les Etats membres seront en mesure de faire de même.

La flexibilité est aussi très importante. Suivant le contexte des différents pays, différentes approches, calendrier et méthodes doivent pouvoir être suivis.

Enfin, pour maximiser l'efficacité de l'aide, la programmation conjointe peut être ouverte aux donateurs non membres de l'Union européenne, lorsqu'ils jouent sur le terrain un rôle majeur. L'Union devra de toute manière rester la force motrice.

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs,

En 2012, sur la base de l'évaluation de nos Chefs de mission, nous avons décidé de mener une programmation conjointe dans certains pays. J'étais d'ailleurs au Ghana la semaine dernière et nous avons traité de cette question localement avec les chefs de mission. Je me réjouis que le séminaire de ce matin permette de recueillir l'expérience de chacun. D'autres pays partenaires pourraient le moment venu rejoindre cette avant-garde, comme la Côte d'Ivoire, où toutes les conditions sont réunies.

Il faut se féliciter à ce stade de la dynamique que cette initiative européenne suscite et travailler à en faire une réalité.

Merci de votre attention./.